



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Qui veut la paix doit préparer la révolution !

« Ce sont les travailleurs qui font tourner la société » et ils devraient « être entendus » écrivent la FGTB et la CSC pour appeler à la journée de grève générale du 31 mars. Comme si les ministres n'étaient pas au courant que les mesures d'austérité qu'ils veulent prendre allaient peser sur les travailleurs et aider les riches à s'enrichir davantage !

Les syndicats limitent leur appel à la journée du 31 mars et à quelques autres journées de mobilisations sectorielles. Des appels bien insuffisants face à l'ampleur des attaques du gouvernement et du patronat, qui sont encore aggravées par la nouvelle augmentation des dépenses de l'armement décidée par les dirigeants européens.

En Belgique, le ministre de la Défense, Theo Francken (NVA), s'est empressé de présenter un budget de l'armée en forte augmentation. Le premier ministre, Bart De Wever (NVA), a même annoncé son objectif d'atteindre 2% du PIB dès cet été, plutôt qu'en 2029.

Mis à part le PTB, tous les partis belges sont unanimes pour soutenir le renforcement de l'armée face aux soi-disant « menaces extérieures » ou pour soi-disant « assurer la paix ».

Mais l'armée belge n'a jamais défendu la population, au contraire ! Quand les travailleurs se sont mobilisés pour une grève générale d'un mois en hiver 1960-61, le gouvernement a immédiatement envoyé l'armée contre eux !



Les armées occidentales interviennent seulement quand les profits capitalistes sont menacés.

Elles laissent les populations subir massacres et viols au Congo, en Palestine, en Birmanie ou au Soudan. Mais elles interviennent quand les routes commerciales sont attaquées, en bombardant les Houthis au Yémen qui s'en prennent aux porte-conteneurs qui circulent dans la mer Rouge.

Les bourgeoisies européennes veulent renforcer leurs armées pour éventuellement être présentes en Ukraine face à la Russie et se positionner pour prendre une part dans le pillage de l'Ukraine.

Le gouvernement belge prévoit au moins 17 milliards de dépenses supplémentaires pour l'armée d'ici la fin de sa législature, c'est presque autant que le budget annuel des hôpitaux en Belgique.

Une somme qui s'ajoute aux 23,3 milliards d'économies déjà prévues par le gouvernement et qui seront faites sur les pensions, la sécurité sociale, les services publics, les hôpitaux, les écoles, ... qui sont déjà sous-financés. Des milliards qui vont gonfler les revenus des capitalistes.

Ni les socialistes, ni les écologistes ne remettent en question ces choix. Au contraire, Magnette, président du PS, voudrait faire croire que Poutine pourrait s'attaquer à l'Allemagne ou à la Belgique après avoir attaqué l'Ukraine. Alors que Poutine n'en a ni l'intention et encore moins la capacité, il n'est même pas parvenu à envahir Kiev...

La principale critique que ces partis font au gouvernement, c'est d'acheter des armes aux États-Unis plutôt qu'en Europe... Comme si les travailleurs pouvaient avoir plus d'intérêts communs avec les capitalistes européens, qui licencient à tour de bras, qu'avec les capitalistes américains.

Accepter aujourd'hui la préférence pour l'industrie nationale, et donc pour les capitalistes de notre pays, c'est céder au nationalisme et se préparer à accepter, demain, de mourir pour leurs profits.

C'est avec ce même objectif de tenter d'embrigader les populations que Franken prévoit que « plus que jamais le chef de la Défense et les experts militaires doivent pouvoir s'exprimer librement » dans les médias pour « faire prendre conscience au citoyen » des « dangers auxquels

l'Europe et la Belgique sont confrontées ». Ce n'est pas encore la guerre, mais ils veulent faire monter la peur et déjà remplacer les journalistes par les généraux.

La seule force qui peut mettre fin aux guerres actuelles et futures, c'est celle des travailleurs ! Parce qu'ils sont au cœur des industries, y compris militaires, et que ce sont eux qui sont envoyés sur les champs de bataille.

Les travailleurs ont toutes les raisons de se défendre contre

l'exploitation capitaliste, contre le chômage, les bas salaires, les pensions insuffisantes. La grève du 31 mars peut être une occasion de se rencontrer, de s'organiser et de se préparer aux luttes nécessaires. Aujourd'hui pour se défendre contre les attaques du gouvernement et du patronat. Et demain pour transformer les guerres impérialistes en révolutions contre nos exploiters, pour que les travailleurs dirigent la société en la débarrassant du pouvoir de la bourgeoisie et des guerres !

SNCB

Se défendre sur le rail et partout ailleurs !

Le gouvernement fédéral veut imposer l'austérité à la population. Parmi les mesures qu'il prévoit, certaines visent directement les cheminots. En particulier, la menace de reculer la pension de 55 à 67 ans fait réagir le personnel roulant.

Les 16 et 17 mars avaient lieu les premiers jours de grève appelés en front commun par la FGVB-ABVV et l'ACV-CSC. Ceux-ci venaient quinze jours après neuf jours de grève appelés fin février par le SIC (un petit syndicat corporatiste), et une semaine avant les sept jours de grèves organisés par le syndicat de cheminot METISP...

Comme fin février, la grève

organisée mi-mars a été relativement bien suivie : près de la moitié des trains de voyageurs prévus n'ont pas roulé.

Mais aucune des directions syndicales ne veut réellement s'attaquer aux menaces qui pèsent sur les cheminots et l'ensemble du monde du travail.

Les dirigeants des syndicats corporatistes comme SIC ou METISP veulent apparaître plus radicaux pour gagner des adhérents, mais ne sont pas vraiment déterminés à appeler les travailleurs à engager un combat avec le gouvernement. Quant aux dirigeants des deux principales centrales syndicales, ils ne font que réagir à la colère des cheminots pour mieux la canaliser, et la dissiper lors de « grèves perlées », à raison de deux jours de grève par mois jusqu'en juillet.

La tactique de la « grève

perlée » n'encourage pas une mobilisation à s'amplifier. Au contraire, en espaçant dans le temps quelques jours de grève isolés, elle favorise la lassitude et le découragement, et donc l'isolement de ceux qui restent déterminés à se mobiliser.

De la même manière, les mots d'ordre syndicaux pour la grève se limitent à dénoncer les attaques qui visent les cheminots, comme les attaques sur la pension. Pourtant, tous les travailleurs sont frappés par les mesures d'austérité et il serait aussi possible de dénoncer les attaques subies par tous, et pas seulement par les cheminots.

De tels mots d'ordre limités à une profession isolent les cheminots en grève des autres travailleurs. Un cheminot témoigne : « lors des actions, on doit se défendre car le gouvernement

Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

essaye de nous faire passer pour des privilégiés, alors qu'en fait les mesures d'austérité frappent tous les travailleurs et qu'on devrait se défendre tous ensemble ».

Effectivement, pour se défendre face aux mesures d'austérité, une lutte d'ensemble, et pas secteur par secteur, est nécessaire. Celle-ci pourrait démarrer des travailleurs d'un secteur particulier comme le rail, l'industrie, l'enseignement. Ensuite, les travailleurs en grève pourraient s'adresser à tous les autres travailleurs, et les appeler à se mobiliser sur leurs propres mots d'ordres. C'est ainsi, de proche en proche, que les grèves pourraient s'amplifier.

Les directions syndicales ne veulent pas organiser une telle lutte. Au contraire, elles feront tout pour l'éviter. Et si elles n'y arrivent pas, elles tenteront d'en prendre la direction pour y mettre un terme.

Une telle lutte qui mettra en difficulté le patronat et le gouvernement ne pourra se développer que si elle est organisée et dirigée par les travailleurs eux-mêmes, lorsqu'ils dépasseront les limites que veulent imposer les directions syndicales.

L'arme des travailleurs, c'est la grève !

« Il n'appartient pas à des petits syndicats de bloquer tout un pays », a lâché à propos des grèves à la SNCB, Jean-Luc Crucke, ministre fédéral de la mobilité (Les Engagés), étalant au passage tout son mépris pour les travailleurs.

Il serait bon de rappeler à Monsieur Crucke que les tra-

vailleurs peuvent tout à fait prendre le droit de faire grève quand ils le veulent ! Et que ce soit avec ou sans les syndicats !



Un chauvinisme dangereux

Une nouvelle frénésie de chauvinisme s'est emparée des ministres, journalistes et directions des syndicats : tous crient au scandale, car la SNCB a accordé sa préférence pour l'achat de nouvelles automotrices au groupe espagnol CAF, plutôt qu'aux concurrents, Siemens et Alstom, ce dernier ayant une filiale à Bruges.

Peu importe les critères techniques, il faudrait acheter des « trains belges ». Comme si ça existait ? Même un simple vêtement, dans le capitalisme, est le produit de travailleurs de nombreux pays ! Alstom délocalise d'ailleurs le soudage des caisses de train en Pologne, et l'ingénierie des systèmes de sécurité en Inde. Siemens, quant à lui, fournit les équipements de sécurité des trains du groupe espagnol CAF, dont les équipements de traction sont fournis par le groupe japonais Mitsubishi...

Peu importe la réalité pour ces défenseurs du « produire belge » : ils vont jusqu'à utiliser ce contrat de la SNCB avec CAF pour tenter de justifier la menace d'Alstom de licencier près de 800 travailleurs du site de Bruges !

Mais Alstom n'est pas une petite entreprise dont l'avenir dépend du succès ou non d'un contrat, et même d'un gros contrat. Il s'agit d'une multinationale qui réalise des milliards de bénéfices.

Les menaces de licenciements précèdent d'ailleurs la question de ce contrat de la SNCB : début 2024, un an avant, Alstom annonçait déjà 1.500 licenciements sur l'ensemble du groupe.

En se rangeant derrière la concurrence entre capitalistes pour mettre la main sur les contrats et l'argent public, les directions syndicales n'aident absolument pas à « défendre les emplois en Belgique ».

Au contraire, elles trahissent les intérêts des travailleurs en présentant ces licenciements comme inévitables, suite au choix de la SNCB, alors que les groupes qui licencient font des milliards de profits !

En développant le nationalisme, en faisant croire que les intérêts des travailleurs sont liés aux intérêts des capitalistes, les directions des syndicats préparent de lourdes défaites pour les travailleurs.

La bataille nécessaire n'est pas celle des mécaniciens qui travaillent en Espagne contre les mécaniciens qui travaillent en Belgique, mais bien celle des mécaniciens du monde entier, contre les actionnaires de CAF, Alstom, Siemens et tous les autres !



Les travailleurs de Rhenus refusent l'arnaque

Le directeur du sous-traitant d'Audi, Rhenus Logistics, a eu une mauvaise surprise jeudi 20 mars. Il avait convoqué les 120 travailleurs environ de l'entreprise pour participer à un référendum sur ce qu'il appelle le « plan social », mais les travailleurs de l'entreprise ont refusé d'aller voter.

Avec l'arrêt de la production chez Audi le 28 février, les firmes sous-traitantes ont également cessé leur activité sur le site. Après un simulacre de négociations, la prime extra-légale qui leur est proposée s'élève à 1.500 € brut par année d'ancienneté. Si les travailleurs d'Audi ont eu des cacahuètes, pour les travailleurs sous-traitants, les patrons proposent des miettes de cacahuètes.

Or, les permanents et les délégués FGTB étaient prêts à signer cette dernière proposition patronale. Les délégués qui avaient organisé la mobilisation ces derniers mois, avaient participé aux négociations pour tenter d'obtenir le maximum et non pour expliquer aux travailleurs qu'il fallait se contenter des miettes patronales. Leur confiance dans les permanents (surtout de la FGTB) est complètement rompue.

Pour empêcher la signature par les permanents du si mal nommé « plan social », les délégués ont fait appel à un avocat pour introduire un recours en justice. Au nom de l'obligation de transparence dans la procédure

Renault, ils espèrent qu'un juge obligera le patron à produire le contrat entre Rhenus et Audi. Ils veulent connaître les indemnités que Rhenus a touché d'Audi pour la rupture du contrat avant terme et tenter d'exiger leur part. Plusieurs dizaines de travailleurs de Rhenus se sont cotisés pour payer l'avocat.

Le jugement devant être rendu le 25 mars, en attendant, les licenciements sont suspendus. Du coup, ce mercredi 19, la direction de Rhenus a soudainement décidé d'organiser un référendum pour ou contre le « plan social » en envoyant auparavant le calcul individuel de l'indemnité à chacun des travailleurs.

Avec ça, elle faisait planer la menace qu'au cas où une majorité « rejetterait » le plan social, il n'y aurait que les indemnités légales.

En envoyant ce chantage à des travailleurs plongés dans l'incertitude depuis neuf mois, payés par le chômage, souvent en retard et de façon incomplète, la direction de Rhenus espérait sans doute les faire craquer et rendre le procès caduc. Et visiblement, il n'y avait pas que la direction, les permanents syndicaux étaient aussi partie prenante du chantage.

À 10 heures, mercredi 19, une centaine de travailleurs de Rhenus s'étaient rassemblés devant le local loué par l'entreprise. La RH les appelait à entrer... sans succès. Ils voulaient d'abord écouter et poser des questions à l'avocat et aux délégués auxquels ils font confiance. Ce n'est qu'après avoir pris le temps d'écouter et de poser leurs questions que les travailleurs sont en-

trés.

Le directeur a essayé les blagues graveleuses qui font sa réputation, mais cette fois, personne n'avait envie de rigoler.

Des cris de « menteur ! », « manipulateur ! » fusaient. Décontenancé, il ne trouvait plus ses mots devant le silence hostile de l'assemblée. Les travailleurs ne se sont pas gênés pour dire leur opinion.

Par la même occasion, ils réglèrent leurs comptes avec le délégué FGTB qui s'oppose depuis le début à toutes leurs initiatives, ou qu'il ne rejoint que pour mieux saboter. Celui-ci a répété devant tout le monde que pour lui, il fallait accepter les propositions de la direction.

Après deux heures d'échanges animés, le directeur a finalement reculé et s'est dit prêt à reporter le référendum après le verdict du tribunal.

Rien n'est réglé et pour arracher des conditions vraiment meilleures, il faut un meilleur rapport de force. Mais en refusant d'entrer dans le piège du référendum, les travailleurs ont remporté une victoire morale !

Deux poids deux mesures !

Lors d'une dernière réunion entre la direction de Rhenus et les syndicats, les délégués avaient invité leur propre avocat. Il s'est vu refuser l'entrée.

Pourtant, la direction était venue de nombreuses fois accompagnée de conseillers et d'avocats.

Ce qui est possible pour les patrons, ne l'est pas pour les travailleurs ? Tout dépend du rapport de force !

De l'argent, il y en a, aussi chez Rhenus !

Le directeur de Rhenus s'est plaint que les représentants des travailleurs réclamaient un plan social de 20 millions d'euros, qu'il dit complètement irréaliste au vu de la situation de Rhenus Logistics.

En effet, pour 2023, Rhenus Logistics n'affiche qu'un bénéfice d'un petit million d'euros. Mais l'actionnaire principal de Rhenus, la famille Rethmann, est classée, avec 6 milliards, parmi les plus grandes fortunes d'Allemagne.

Un plan social de 20 millions, c'est 0,33% de cette fortune amassée sur le dos des travailleurs. Ils peuvent payer !

Liberty Steel : pire que la faillite

Les délégations syndicales de Liberty Steel en sont à demander au Tribunal de l'entreprise de déclarer leur usine en faillite. Les travailleurs ne sont plus payés depuis trois mois... La direction du groupe, Liberty Galati, en Roumanie, ne répond pas... Celle de Liège n'a plus de téléphone attribué...

Les 500 travailleurs espèrent

qu'un C4 leur permettrait d'obtenir une allocation de chômage avant de retrouver un travail.

Mais leur employeur a une dette de 34 millions d'euros de cotisations sociales impayées et il n'est donc pas garanti que l'ONSS versera des allocations de chômage aux travailleurs.

Capitaliste du 21^e siècle

Liberty Steel est une entreprise du milliardaire anglo-britannique Sanjeev Gupta. Celui-ci a fondé son groupe GFG Alliance à la fin des années 2010 par le rachat d'usines sidérurgiques dont d'autres groupes, comme ArcelorMittal, voulaient se débarrasser, en Grande-Bretagne, en Ecosse, au Canada, en Australie... et en Belgique.

GFG finançait ses achats en partie grâce aux fonds publics des gouvernements qui lui déroulaient le tapis rouge sous prétexte de sauver l'emploi.

Une autre source de financement venait du groupe Greensill, qui empruntait sur les marchés financiers et cachait son endettement grâce à des produits financiers complexes et « *une montagne de mensonges* » qui ont fini par éclater au grand

jour lorsque les banques ont commencé à se méfier.

Aujourd'hui, Sanjeev Gupta est milliardaire, des milliers de travailleurs ont perdu leur emploi et leur salaire... et les gouvernements sont prêts à accueillir le prochain prédateur financier.

Le cours de la mort à la hausse

Thales supprime 1.300 postes dans sa branche de satellites civils, dont 88 emplois sur le site de Charleroi... 13% des effectifs. Les profits de Thales battent pourtant des records, avec 1,42 milliards d'euros l'an passé.

Mais pour augmenter encore ses bénéfices, Thales privilégie les commandes militaires, bien plus rentables, comme celles de la production de roquettes sur son site de Liège.

Les milliards dépensés dans l'armement n'empêchent pas les suppressions d'emplois dans le civil. Cet argent est pris sur l'éducation, les soins de santé, le logement, les pensions, désorganisant l'éducation, les hôpitaux, l'habitat, la vie des vieux... tout ça pour finir par assassiner des populations.

Leur société

La diplomatie contre la guerre ?

Le PTB est le seul parti à s'être opposé à l'augmentation des budgets de l'armement. Il dénonce que « *les seuls à tirer profit de la situation sont les fabricants d'armes, alors que ce sont les enfants de la classe travailleuse qui risquent d'être en-*

voyés au front en cas de guerre ».

Mais que propose-t-il pour s'opposer aux guerres ?

Le développement du « *principe de sécurité collective* » de l'ONU » et le développement d'un « *système européen axé sur la prévention des conflits, une défense vraiment défensive et une diplomatie intensive* »... Quel déballage d'illusions !

Comme si l'ONU et ses diplomates n'avaient pas toujours défendu les intérêts impérialistes de l'Europe et des États-Unis partout dans le monde, et couvert leurs assassinats et leurs massacres !

Des milliers de résolutions ont été prises contre les massacres de Palestiniens par Israël... elles n'ont jamais sauvé une seule vie palestinienne !

Contre la guerre des capitalistes, la seule solution c'est la révolution communiste des travailleurs.

Financer l'armement appauvrit les travailleurs

Le gouvernement cherche quatre milliards d'euros pour gonfler le budget militaire d'ici juin, dans trois mois ! L'objectif : passer de 1,3 % à 2 % du PIB.

Et pour ça, il faudra trouver l'argent quelque part. Un économiste bourgeois annonce la couleur : « (...) Il y aura plus d'impôts pour financer l'effort de guerre ».

Oui, la bourgeoisie se prépare à venir prendre cet argent dans les poches des travailleurs, pour financer les capitalistes de l'armement et leurs engins de mort !

Coupes dans la sécurité sociale

Les dépenses liées à la sécurité sociale sont dans le viseur du gouvernement. Georges Louis Bouchez, par exemple, veut supprimer les allocations familiales à partir du 4^{ème} enfant, aggravant les difficultés des familles les plus pauvres alors que les allocations sont déjà insuffisantes !

Et cela n'est pas juste une idée venant des partis « de droite » ! Au Royaume-Uni, à la suite d'annonces pour augmenter ses dépenses militaires, le parti travailliste vient d'annoncer des coupes de près de six milliards d'euros dans les allocations versées aux handicapés.

Ce sont 3,7 millions de Britanniques qui vont perdre plusieurs milliers d'euros en moyenne par an, pendant que d'autres seront simplement ex-

clus de ces aides.

En France, le gouvernement vient de geler neuf milliards d'euros qui étaient prévus principalement pour la sécurité sociale, l'assurance maladie ou des collectivités locales. Et une partie de ces budgets bloqués sera annulée purement et simplement !



Endettement de l'Etat

Le gouvernement belge a imaginé un nouveau « bon d'État au réarmement » pour venir récupérer l'épargne de ceux qui en ont. Ce bon d'État, c'est la possibilité pour des particuliers de placer de l'argent bloqué sur un compte auprès de l'État, qui ne servira qu'au financement dans le secteur militaire. Mais il ne faut pas se tromper, que l'État s'endette auprès des banques ou des particuliers, ce sont finalement les travailleurs qui devront rembourser cette dette et ses intérêts.

Banque « éthique » ? Banque capitaliste !

Pour se donner une image de « banque éthique », Belfius, détenue à 100% par l'État belge, a longtemps prétendu exclure les investissements dans des entreprises liées à l'armement. Mais sous le capitalisme, ces beaux discours ne peuvent qu'être des mensonges. La banque vient tout juste d'autoriser les investissements dans des entreprises liées à l'armement, ouvrant ainsi la

vanne aux capitaux.

Mais contrairement à ce qu'on nous dit, ce réarmement n'est en rien une aubaine pour les travailleurs ! Les discours sur la « défense » cherchent à faire accepter le passage à l'économie de guerre et les sacrifices qui y sont liés. Car tout cet argent envoyé dans l'armement ne fera qu'appauvrir toute la société, aujourd'hui par des impôts et des coupes dans la sécurité sociale, demain par un endettement à rembourser, qui sera utilisé pour justifier les prochaines cures d'austérité. Et plus tard quand ces armes seront utilisées, par la mort sous les bombes !

Derrière, les différents marchands d'armes se livrent une guerre acharnée pour se tailler la plus grosse part du gâteau.

Les dirigeants syndicaux s'aplatissent, les travailleurs subissent

De nombreux délégués syndicaux ont été indignés de découvrir dans la presse que les dirigeants des syndicats ont signé, avec les organisations patronales, un accord qui entérine la fin du régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC).

Ils se justifient en faisant confiance aux organisations patronales pour convaincre le gouvernement Arizona de ne pas remettre en cause les accords de RCC existants et ceux qui seraient conclus avant juin. Faire confiance à ceux qui organisent les licenciements !

Dirigeants patronaux et syndicaux demandent également au ministre de l'économie Clarinval (MR) que l'administration fédérale soit moins regardante pour

la conclusion de CCT 90, dont dépend l'octroi de primes par les employeurs. Espérer que les patrons ne respectent pas trop la loi, voilà tout ce que ces dirigeants des syndicats proposent pour défendre le pouvoir d'achat !

Le ministre Clarinval explique lui-même la préoccupation qui guide ces dirigeants qui sont à la tête des syndicats pour s'entendre avec les patrons : « *Je prends acte avec beaucoup d'intérêt* », dit le ministre, « *de l'accord intervenu au sein du Groupe des Dix, qui rassemble les représentants des partenaires sociaux. La concertation sociale demeure un levier essentiel pour garantir des solutions équilibrées et adaptées aux défis du marché du travail, dans un esprit de dialogue et de responsabilité partagée.* ».

Les patrons ont licencié des dizaines de milliers de travailleurs pour augmenter leurs profits. Ils organisent des faillites bidons pour ne pas payer d'indemnités de licenciements. Ils font payer leurs salariés par l'ONEM par le recours au chômage économique. Et c'est avec eux que les dirigeants à la tête des syndicats tiennent à « *un esprit de dialogue et de responsabilité partagée* » ! Comment les travailleurs peuvent-ils « *concerter* » leurs factures et leurs loyers ? En les envoyant aux patrons pour les leur faire payer ?

RCC, prépensions :
la carotte au bout du bâton

Le régime des prépensions a été mis en place dans les années 1980 pour permettre aux patrons de la sidérurgie de supprimer des dizaines de milliers d'emplois sans provoquer de révoltes.

À l'époque, de nombreux si-

dérurgistes ont pu arrêter de travailler à partir de 48 ans. Mais depuis, la rouille ronge les restes des usines sidérurgiques qui ont fermé et livré des régions entières au chômage.

Puis, en 2012, le gouvernement Di Rupo a remplacé les prépensions par le régime de chômage avec complément d'entreprise, dans lequel les travailleurs devaient rester disponibles sur le marché du travail.

Au lieu d'essayer d'organiser les travailleurs dans des luttes communes pour travailler moins en répartissant le travail entre tous, avec des semaines de travail moins longues et des carrières plus courtes, les directions des syndicats ont laissé les patrons diviser les travailleurs entre ceux qui espéraient la prépension et les plus jeunes qui craignaient le chômage.

À présent, les patrons estiment qu'il n'est plus nécessaire de négocier et qu'ils peuvent licencier comme bon leur semble. Mais les travailleurs devront trouver un moyen de défendre leur peau !

Contre les faiseurs de chômeurs !

Le gouvernement fédéral veut limiter le droit aux allocations chômage à deux ans maximum. Plus de 100.000 personnes sont concernées – dont 46.000 en Wallonie, 27.000 à Bruxelles et 27.000 en Flandre – qui pourraient être exclues du jour au lendemain.

Le gouvernement veut faire passer cette attaque comme une nécessité pour lutter contre « *l'assistanat* ». En réalité, c'est une politique pour accroître les profits du patronat en poussant les chômeurs à accepter du tra-

vail avec des salaires toujours plus bas et des conditions toujours plus dures.

Et ce n'est pas un « *problème wallon* » comme la presse le laisse entendre. Alors qu'il y a 530.000 demandeurs d'emploi, il n'y a que 172.000 emplois proposés par Actiris, le Forem et le VDAB. Et encore, ces emplois sont souvent bidon, en double, et bien sûr en intérim ou à temps partiel. Dans certains secteurs, la rotation des travailleurs est de 70 à 80 % par an ! Ce qui fait qu'il y a autant de propositions d'emplois qui ne peuvent être acceptées longtemps.

Cette réforme ne résoudra aucun problème et exclura des dizaines de milliers de personnes, en majorité des femmes et des jeunes, augmentant la concurrence entre tous les travailleurs pour des boulots dégradés.

Et qui va payer pour ces exclusions ? Les communes et les CPAS, surtout dans les quartiers populaires, sont déjà à bout de souffle. Car les personnes exclues ne vont pas disparaître, elles devront juste survivre avec encore moins.

Pour combattre le chômage, il faut que les travailleurs combattent les faiseurs de chômeurs et les licenciés ! Il faut imposer le partage du travail existant entre tous les travailleurs.

Ecluses : travailler la peur au ventre

Chaque jour, des centaines de péniches naviguent sur les canaux en Wallonie, passant des dizaines d'écluses.

L'entretien des écluses repose sur des équipes de l'administration wallonne et de sous-traitants.

Mais elles travaillent dans un environnement de plus en plus dangereux, en raison du manque d'investissements et de la vétusté des installations. « Tout est pourri là en dessous », raconte l'un d'eux. Là en dessous, ce sont les salles des vannes d'amont et d'aval qui actionnent les écluses. Récemment, une de ces vannes a cédé, relâchant de l'eau sous pression qui aurait pu tuer deux hommes qui se trouvaient là quelques secondes auparavant.

Tout le monde connaît les risques croissants. La hiérarchie aussi, mais elle détourne les yeux. Jusqu'à ce qu'il soit trop tard ?

Le désespoir des marinières

Les marinières qui conduisent les péniches travaillent souvent pour une société, mais beaucoup sont à leur propre compte.

Depuis l'effondrement du pont de la E42 sur le canal de Houdeng, la circulation est impossible. Une péniche et une grue gisent au fond du canal. L'enquête judiciaire, qui doit déterminer les responsabilités des entreprises dans un accident qui

a coûté la vie à un travailleur, prendra plusieurs mois.

En attendant, les marinières doivent faire un détour de 300 km pour rejoindre le canal du Nord, en France, où se trouvent de gros clients industriels. Mais ceux-ci menacent les marinières de rompre les contrats en cas de retard.

Ces marinières sont pris à la gorge. Certains ont déjà déclaré faillite. Le gouvernement les ignore. Les grandes entreprises peuvent exposer leurs équipes à des risques mortels, comme pour l'accident du pont de l'E42, ou broyer économiquement leurs fournisseurs. Ils appellent cela « la liberté d'entreprise ».

« Mon corps, mon choix ! »

Dans un récent reportage intitulé « Avortement : entre droit et combat », des journalistes enquêtent sur l'accès à l'avortement, de plus en plus menacé en Belgique et ailleurs dans le monde.

En Belgique, à cause d'une pénurie de médecins acceptant de pratiquer l'avortement, l'accès est rendu tellement compliqué que 350 femmes par an doivent

se rendre aux Pays-Bas pour avorter.

Partout, en Europe et dans le monde, des organisations ultra-conservatrices, qui se nomment "pro-vie", mais n'en ont rien à faire de la vie des femmes et particulièrement des travailleuses, ont leurs entrées dans les parlements et les gouvernements et font pression pour faire reculer le droit à l'avortement.

En Italie, l'accès à l'avortement est devenu quasi impossible en pratique. En Pologne, l'avortement est illégal depuis 2020, sauf suite à un viol ou un inceste. Au Texas, où l'avortement est interdit même en cas de viol ou inceste, une sage-femme et son assistant ont récemment été condamnés pour avoir « pratiqué des avortements illégaux ».



International

Morts pour les profits, pas pour la démocratie

Alors qu'un cessez-le-feu partiel est en discussion entre les gouvernements russe et américain, sur le terrain, les combats s'intensifient en Ukraine. Sous la pression des États-Unis, Zelensky

a accepté une trêve de trente jours, tandis que la Russie n'a accepté qu'une version minimale, limitée à la protection des infrastructures énergétiques. En attendant la fin des négociations, les drones survolent toujours le ciel, les frappes se poursuivent, et les morts s'accumulent. Chaque camp cherche, en intensifiant la guerre, à peser plus

lourd dans les négociations, au prix de nombreuses nouvelles vies humaines.

Car l'objectif principal de la bourgeoisie occidentale et des oligarques russes n'est pas tant la fin du conflit, mais de s'assurer un rapport de force militaire en leur faveur pour négocier. La question qui les intéresse vraiment c'est : qui prendra le

contrôle des richesses de l'Ukraine alors que l'armée ukrainienne est de plus en plus en difficulté sur le front ?

L'État américain exige que l'Ukraine livre aux groupes capitalistes des USA l'exploitation de ses terres rares, et leur cède également le contrôle des centrales nucléaires.

Finis les discours sur la démocratie. En échange de leurs armes, les magnats américains organisent un chantage avec l'Ukraine : paie-moi, ou crève.

Les bourgeoisies européennes, bien plus faibles, espèrent se partager quand même quelques morceaux de la richesse de l'Ukraine, des terres agricoles, quelques mines et la reconstruction d'une partie de ce qui a été détruit par les bombes.

Et pour ça, il faut qu'elles pèsent dans les négociations, et dans le monde capitaliste, on ne pèse que quand on est armé.

Pendant que les dirigeants européens agitent la menace russe pour justifier la militarisation, l'Allemagne discute avec la Russie pour relancer le projet Nord Stream 2 : un gazoduc destiné à acheminer directement le gaz russe au cœur de l'Europe.

On est bien loin des discussions sur la démocratie.

L'État d'Israël relance les assassinats de Palestiniens

Après deux mois de trêve, dans la nuit du 17 au 18 mars, Israël a repris ses bombardements intenses sur Gaza. Tuant plus de 500 personnes supplémentaires alors que l'aide humanitaire est bloquée depuis début mars et que Gaza est privée d'électricité.

Après de premiers échanges de prisonniers, le plan de trêve

devait se poursuivre par un retrait militaire d'Israël de Gaza et de nouveaux échanges d'otages. Mais Netanyahu a choisi de relancer le massacre avec le feu vert de Trump. Et trêve ou pas, les États n'ont jamais cessé de livrer du matériel militaire à l'État d'Israël avec notamment 1.800 bombes lourdes mi-février.

Et l'accaparement de terres palestiniennes en Cisjordanie par des colons juifs ultra s'est amplifié.

La reprise de l'offensive contre les Palestiniens est contestée par une fraction de la population israélienne. Des manifestations se multiplient contre la guerre. Et des familles d'otages dénoncent un gouvernement prêt à sacrifier leurs proches encore vivants pour servir les intérêts de Netanyahu et des ministres d'extrême droite. Des Israéliens, très minoritaires, tentent même de soutenir des familles palestiniennes de Cisjordanie, notamment avec des colis alimentaires

Guerre au Kivu : pillage par les capitalistes occidentaux

Le groupe armé M23, soutenu par l'armée rwandaise, continue d'avancer au Kivu, la région Est du Congo. Le conflit qui fait rage entre les deux pays, et les nombreux groupes armés de la région, fait subir l'enfer aux habitants de cette région riche en minerais. Derrière ces armées et ces groupes se trouve, comme la plupart du temps, l'impérialisme européen et américain.

Le dictateur du Rwanda, Paul Kagame, est soutenu depuis des années par l'Occident.

L'Union européenne verse régulièrement des dizaines de millions d'euros pour renforcer l'armée rwandaise et utilise celle-ci pour soutenir d'autres régimes africains défendant les intérêts de l'UE, comme la Centrafrique, ou pour défendre des ressources, comme le gaz de TotalEnergies au Zimbabwe. Les États européens condamnent officiellement l'avancée du M23, mais n'ont rien fait pour l'arrêter.



Les journalistes du média Off Investigation révèlent même que le porte-parole du M23, Lawrence Kanyuka, possède une société de conseil minier dans les quartiers chics de Paris, appelée Kingston Holding. Alors que cette société n'a jamais déposé de comptes, ce qui est illégal selon la loi française, elle n'a jamais été inquiétée par l'État, même quand Kanyuka a été sanctionné officiellement par les États-Unis. Cette société serait-elle protégée par l'État français parce que ce serait à travers elle que les capitalistes français bénéficieraient plus ou moins directement de ressources pillées sous le contrôle du M23 ?

Pour tenter d'arrêter l'invasion du M23, le président congolais Tshisekedi s'est résolu à s'arranger avec les États impérialistes.

Les plaintes lancées par la RDC contre des filiales belges et françaises d'Apple pour « recel de crimes de guerre » et « blanchiment de minerais issus de conflit » avaient été rejetées d'un

revers de la main. Les tentatives de négocier un cessez-le-feu avec le Rwanda n'ont abouti à rien.

Tshisekedi est donc en train de négocier un accord avec les États-Unis en leur demandant une protection militaire en échange de l'accès aux minerais du Congo.... et aux travailleuses et travailleurs congolais que les capitalistes américains comptent exploiter pour l'extraction de ces minerais.

Car que ce soit par le biais du Rwanda ou des USA, les grands groupes capitalistes n'ont aucune intention de mettre fin

au pillage du Congo, et seul un mouvement de masse des travailleurs congolais pourra faire reculer ces voleurs.

Serbie : mobilisation historique

Le 15 mars, 300.000 manifestants se sont rassemblés à Belgrade, un record pour ce pays de six millions d'habitants ! Le mouvement, lancé en novembre 2024 après l'effondrement de l'auvent tout juste rénové d'une gare à Novi Sad faisant quinze morts, dénonce la corruption et

l'autoritarisme du président Vucic.

Les manifestants se heurtent à la répression grandissante du pouvoir serbe, qui est soutenu par les dirigeants européens.

Les prétendus défenseurs européens de la démocratie ne veulent pas affaiblir leurs relations avec un pays avec qui ils font des affaires. En 2024, la France a validé la vente de douze Rafale (avion de guerre) à Belgrade, et plusieurs États européens ont des intérêts économiques dans le pays.

Les enjeux de la grève du 31 mars

Après le succès de la manifestation du 13 février, beaucoup de participants étaient conscients qu'il fallait une suite. Les dirigeants de la FGTB et de la CSC ont choisi d'appeler à la grève générale le 31 mars. Un mois et demi plus tard ! Ce qui ne permet pas de créer un rapport de force avec les patrons et le gouvernement.

De nombreux travailleurs en discutent quand même entre eux et se préparent à y participer.

La réforme des pensions du gouvernement Arizona impose de travailler une, deux, trois années supplémentaires selon les cas (10 à 12 ans pour les conducteurs de trains, les pompiers, les militaires) pour toucher une pension qui sera plus basse !

L'exclusion des chômeurs après deux ans maximum (après un an pour beaucoup) va enfoncer des dizaines de milliers de familles dans la détresse. Les travailleurs sont inquiets des dizaines de milliers de suppressions d'emplois dans tous les secteurs. Ils ont vu les faillites bi-

don chez Lunch Garden ou Casa pour dépouiller les salariés de leurs acquis et leurs indemnités. Ils connaissent les méthodes des patrons pour ne pas payer les salaires en imposant le chômage économique, comme à Liberty Steel ou Thy-Marcinelle.

Le gouvernement annonce une politique d'austérité, alors que les besoins sont criants pour les crèches, les hôpitaux, les transports en commun et des logements accessibles. Mais il choisit de trouver des milliards supplémentaires pour construire des blindés et des roquettes !

Oui, c'est tout cela qui pousse de plus en plus de travailleurs à prendre conscience qu'il faut se défendre et qu'une lutte massive est nécessaire.

Les dirigeants des syndicats sont très en dessous de cette prise de conscience. Ils dispersent les manifestations et les grèves, comme avec les grèves tournantes dans les chemins de fer ou dans l'enseignement. Cette tactique épuise les forces des travailleurs sans changer les

rapports de force.

C'est parce que les dirigeants des syndicats conservent l'espoir de trouver un compromis avec les patrons et les gouvernements et qu'ils refusent d'organiser les travailleurs pour mener des luttes plus dures. Et surtout ils se refusent à envisager de renverser le capitalisme. Alors qu'il n'y a pas d'autre solution pour mettre fin à l'augmentation de la misère et aux guerres.

Bien sûr, il faut manifester ! Bien sûr, il faut participer aux grèves appelées par les organisations syndicales ! Mais pour les travailleurs, il est vital de contribuer à reconstruire un parti révolutionnaire à la hauteur de la crise de toute la société et des menaces de toutes sortes, économiques, sociales, écologiques et militaires.

**Suivez nous
sur les réseaux:
Lutte Ouvrière Belgique**
Email: contact@lutteouvriere.be
Tel: 0470-18.82.39
Internet: www.lutte-ouvriere.be